

CHAPITRE 8

Le « *citoyen* » Pierre DUBOYS (de) LABERNARDE révolutionnaire modéré et homme politique

« *En pareil moment, refuser de servir, c'est faire passer son intérêt personnel avant l'intérêt général* », Roger Martin du Gard

DUBOYS-LABERNADE (Pierre), notable charentais de la Révolution et de l'Empire (Saint-Groux 1756 - Saint-Amant-de-Boixe 1836). Prêtre du diocèse d'Angoulême et desservant de la paroisse de Beaulieu avant 1789, il est élu maire constitutionnel

de la commune en 1790. En novembre 1792, une autre élection le place au conseil général du département et il y siège jusqu'aux changements de l'été 1793 dans le prolongement de la chute des Girondins. Il est repris dans l'administration départementale lors de la mise en place des autorités de l'an III, c'est-à-dire le régime du Directoire. Il y reste de 1795 à 1797 et c'est le coup d'État de fructidor an V qui lui fait perdre sa fonction. Autrement dit, ce révolutionnaire modéré, qui avait quitté l'état de prêtrise en 1793 et s'était marié, a été écarté des responsabilités administratives au niveau du département chaque fois que les révolutionnaires les plus avancés sont venus au pouvoir : la Montagne en 1793-1794, la gauche fructidorienne en 1797-1799 et cela en fonction de décisions collectives qui frappaient le personnel en place, sans mettre en cause leur gestion administrative. En l'an VIII (1800), avec la mise en place de l'administration préfectorale, on n'a pas manqué de faire appel à cet homme fort capable et qui avait fait ses preuves dans le passé, indépendamment des idéologies. Il est nommé conseiller de préfecture pour la durée de l'Empire et pendant les Cent Jours. Il lui arrive de remplacer le préfet, lors des intérim et des changements. C'est lui, par exemple, ancien prêtre, qui est chargé, en 1802, de rendre au culte la cathédrale d'Angoulême, désaffectée depuis 1793. En mai 1815, il est élu représentant de la Charente à la Chambre des Cent Jours en même temps qu'il préside la délégation de la Charente au

Champ de Mai, au cours de laquelle il remet à l'Empereur une adresse dithyrambique, ce qui devait mettre fin définitivement à toute chance d'être repris par la Restauration. Franc-maçon depuis l'Empire, électeur censitaire après 1815, Duboys-Labernade est l'exemple même du changement d'une destinée par la Révolution française. Voir J. Jézéquel*, *Grands Notables du Premier Empire*. JJ

Centre de recherche historique, les grands notables du 1^{er} Empire, EHSS, CNRS, (1986), Jézéquel, Jean (1922-2001).

Pierre Duboys de La Bernarde (23 déc. 1756 à la Bernarde - 4 sept. 1834 à Angoulême) est le fils cadet de Catherine Hériard et de François Duboys de La Brune (1721-1798), frère de Jean-Hélie Duboys de La Bernarde (1716-1802), le chef du clan Duboys. Il fait des études à Paris et embrasse l'état ecclésiastique (on le retrouve curé de la paroisse de Beaulieu-sur-Sonnette en 1785).

Curé défroqué en 1795, il est souvent nommé *citoyen Dubois* (ou *Duboys-Labernarde*) marquant ainsi ses engagements révolutionnaires de jeunesse. Il s'adapte aux différents régimes qui se succèdent jusqu'en 1834 et met sa brillante carrière administrative et politique au service du département de la Charente et ... de sa famille.

Un prêtre révolutionnaire, promu administrateur du département de la Charente

En 1790, le citoyen Pierre Duboys-Labernarde adopte les idées nouvelles et prête serment à la Constitution.

Le 1^{er} juin 1790, il devient président de l'Assemblée primaire de Saint-Amant-de-Boixe, i.e. le maire constitutionnel. Il fallut six journées pour la mise au point de cette élection, les 860 membres actifs convoqués faisant l'apprentissage de la démocratie.

En novembre 1792, une autre élection le place au conseil général du département de la Charente et il y siège jusqu'aux changements de l'été 1793 dans le prolongement de la chute des Girondins.

Le 27 juillet 1794, il prononce un discours¹ très engagé où il prend nettement position en faveur de la Constitution : « [...] *Membres souverains, nous exerçons les droits en acceptant ou en rejetant l'ouvrage présenté à notre sanction. La hache du despotisme, de la terreur et de l'anarchie n'est plus suspendue à nos têtes. [...] Mais, citoyens, si la liberté est essentielle dans les délibérations publiques, il n'est pas moins essentiel qu'elles soient dirigées et muries par la réflexion, la prudence, la sagesse et l'amour du bien public. [...] Ce pacte social est le plus parfait qui soit encore sorti de la main des hommes. Chacun de nous a fait l'épreuve douloureuse de ce qu'était la Révolution. Il me serait pénible de me persuader qu'il existe un seul individu qui voulût dans le cours de sa vie éprouver les chances de plusieurs Révolutions. L'acceptation de l'acte constitutionnel est le terme de la Révolution. [...] Neuf thermidor, jour mémorable et fortuné, tu nous as délivré de la honte de vivre sous l'empire du crime et des tyrans, et la*

¹ Archives familiales.

liberté entourée de vertus publiques a présidé à la confection de l'acte constitutionnel [...] ». (cf. annexe 19). Le lendemain Robespierre est guillotiné.



Brouillon, discours Pierre Duboys, 1794

Cette même année 1794, rompant avec ses vœux ecclésiastiques, Pierre Duboys-Labernarde épouse Louise Poumeau, fille de Jean Poumeau, chirurgien, et de Jeanne Suraud. Il s'installe à Angoulême rue des cordeliers. Le couple a deux enfants, Émilie qui épouse le docteur Alexis (de) Prémont² (installé à Saint-Amant de Boixe, il sera le médecin de son cousin Léo de Labarre, 1819-1905 et de la famille d'Eugène Delacroix), et Élise, qui épouse en 1842 son cousin Amédée Duboys du Vignaud (Cf. chapitre 12).

En 1795, Il est repris dans l'administration départementale lors de la mise en place des autorités de l'An III. il est nommé administrateur du département de la Charente. Il y reste de 1795 à 1797

Très lié à son oncle Jean-Hélie Duboys de La Bernarde, le citoyen Pierre Duboys rachète le domaine de La Barre et celui de Pouillac lors de leurs adjudications révolutionnaires en 1796 et les rétrocède à son cousin Louis-Robert de Labarre en 1803.

C'est le coup d'État de fructidor an V (4 sept. 1797) qui lui fait perdre ses fonctions d'administrateur « [...] Ce révolutionnaire modéré a été écarté des responsabilités administratives chaque fois que les révolutionnaires les plus avancés sont venus au pouvoir : la Montagne en 1793-1794, la gauche fructidorienne en 1797-1799, et cela en fonction de

*décisions collectives qui frappaient le personnel en place sans mettre en cause leur gestion administrative ».*³

Un conseiller de Préfecture respecté et bon « conseiller »

Le 16 germinal an VIII (4 août 1800), Pierre Duboys-Labernarde est nommé membre du conseil de préfecture, en quelque sorte un sous-préfet : « [...] la réputation de probité, de civisme et de capacité dont vous jouissez par vos concitoyens a déterminé le choix du premier magistrat de la république [...] ».

On a pu retracer quelques-unes de ses actions.

C'est lui, par exemple, ancien prêtre, qui est chargé en 1802 de rendre au culte la cathédrale d'Angoulême désaffectée depuis 1793.

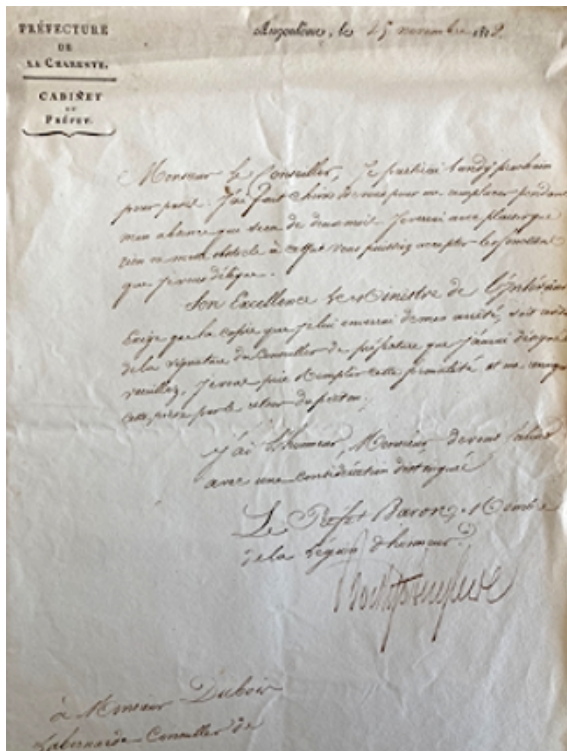
Fin 1808, Napoléon obtient des succès importants mais non décisifs contre les anglais dans sa campagne d'Espagne, alors qu'il doit préparer une intervention contre l'Empire d'Autriche qui aboutira à la guerre de la Cinquième Coalition (avril - juillet 1809) avec la victoire française de Wagram. En Espagne toutefois, les troupes françaises s'enlisent et de nouveaux contingents sont envoyés⁴.

Pierre est ainsi mis à contribution pour aider au ravitaillement des troupes transitant en Charente. Le 2 mars 1809, Le préfet écrit à Pierre Duboys : « [...] les avis qui me sont parvenus sur les passages des troupes dans ce département nécessitent des mesures promptes et efficaces pour l'approvisionnement des magasins de fourrage dans les différents gîtes d'étape. Je vous invite à me transmettre sans délais les renseignements à me donner sur les ressources qu'offrent les communes de votre canton et tous les lieux qui vous avoisinent, soit pour la fourniture en foin, soit celles de la paille et de l'avoine. Je vous prie de ne vous arrêter sur aucune considération locale ou particulière et de n'envisager que l'urgence du service et les dangers auxquels vous vous exposez ». Tâche dont s'acquitte parfaitement Pierre Duboys-Labernarde.

² Alexis de Prémont, 1794 - 1776, Docteur en médecine faculté de Paris 1816, légion d'honneur, Président du Conseil d'arrondissement d'Angoulême. Cousin de Léo Duboys de Labarre.

³ Dictionnaire biographique des Charentais et de ceux qui ont illustré les Charentes, Ed. Le Croît-Vif, 2005.

⁴ En 1809, le contingent des troupes en Espagne s'établit à plus de 190 000 hommes des meilleures troupes françaises, contingent qui sera continuellement renforcé jusqu'à dépasser les 350 000 hommes en 1811.



Le préfet de la Charente à Pierre Dubois pour le remplacer 25 novembre 1812

Cette anecdote révèle à sa façon le génie d'intendance militaire de Napoléon. On note que c'est la campagne d'Espagne qui motive en 1808 Napoléon à décider de faire construire le premier pont sur la Garonne à Bordeaux (pont qui est construit de 1810 à 1822) afin de faciliter le franchissement de ce large fleuve.

Ayant désormais une position bien assise, Pierre Dubois-Labernarde est souvent sollicité, par exemple en 1810 par le préfet de Rennes, en 1812 par la famille d'Eugène Delacroix ou en 1814 par Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie, intéressé au rachat de la forêt de Boixe (cf. chapitre 9).

Il lui arrive de remplacer le préfet durant ses absences, comme en témoigne une lettre du 25 nov. 1812 où le préfet écrit « [...] je partirai lundi prochain pour Paris. J'ai fait le choix de vous pour me remplacer pendant mon absence qui durera deux mois ».

Un notable politique caméléon, estimé et soucieux de son clan

En 1814 avec le retour de la Monarchie de Louis XVIII, Pierre Dubois-Labernarde, ayant adhéré avec enthousiasme au nouveau régime, reste conseiller de Préfecture et il est informé le 19 septembre 1814 par le Maire d'Angoulême « [...] que M. le Duc d'Aumont, premier gentilhomme de la chambre du Roi, annonce que sa majesté a daigné vous accorder la décoration de la Fleur de Lys que vous êtes autorisé à porter ».

En 1815, nouveau revirement de Pierre Dubois. Le 13 mai 1815, il est élu représentant à la Chambre des Cent Jours, au collège de département de la Charente, avec 97 voix sur 145 votants.

Il est en même temps élu président de la députation de la Charente, et, en cette qualité, il remet à l'Empereur une adresse où il écrit : « [...] Les Français veulent maintenir leur indépendance au dehors et leur liberté à l'intérieur. Ils savent que Votre Majesté peut seule, par son puissant génie, leur confirmer ces biens précieux acquis par tant de sacrifices et par vingt-cinq années de combats. Si l'étranger ose attaquer Votre Majesté, tous les bras s'armeront pour le repousser, et vous conduirez, sire, l'armée française à de nouveaux triomphes... Puissent les rois ligués écouter les conseils de la sagesse, et ne pas mettre Votre Majesté dans la nécessité de combattre de nouveau ! ».⁵ (Cf. annexe 19).

Pierre Dubois prend part aux Invalides à Paris à l'auguste cérémonie où l'Empereur renouvelle le pacte qui unissait irrévocablement ses destinées à celle du peuple, ce qui lui vaut d'être chargé par Carnot, ministre de l'Intérieur, de présenter les aigles donnés par l'Empereur au champ de Mars, à la Garde Nationale du Département de La Charente. Pour le récompenser de son zèle, Napoléon le fait chevalier de la légion d'honneur. Il en est avisé le 14 juin 1815, quelques jours avant la défaite de Waterloo.

⁵ Adolphe Robert et Gaston Cougny, *dictionnaire des parlementaires français de 1789 à 1889*.



Adresse de Pierre Duboys à l'Empereur (brouillon)

A partir de 1815, sa carrière politique semble s'être ralentie.

On a retrouvé quelques correspondances, souvent envoyées par des députés. L'une d'entre-elles mérite d'être soulignée. Le 8 décembre 1828, M. Thibaud, député de la Charente et chargé d'organiser un *banquet du Souverain*, écrit à Pierre Duboys-Labernarde :

« [...] C'est avec bien du plaisir que j'ai appris par votre lettre que vous vous proposiez d'assister à notre banquet. Dans la réunion qui a eu lieu tantôt pour la désignation des diverses personnes qui doivent porter la parole, on a pensé qu'il serait convenable de vous charger de celle des électeurs des députés. Votre âge, l'estime qu'inspire votre caractère, les honorables fonctions que vous avez occupées, enfin la confiance des électeurs qui dans un autre temps vous ont appelé à représenter leur intérêts, voilà les titres qui vont ont fait déférer cette tâche. Nul mieux que vous, Monsieur, ne peut exprimer à nos députés les vœux de leurs commettants et surtout leur rappeler que votre premier besoin est une organisation municipale appropriée aux localités et aux institutions nouvelles ».

Les banquets républicains, selon les périodes également appelés *banquet du Souverain*, *repas républicains* ou *repas civiques*, sont des repas publics et politiques organisés depuis la Révolution française. Lors de ces repas, souvent tenus en plein air dans des lieux populaires, l'accent est mis sur l'égalité des participants et sur les toasts portés aux fondamentaux de la République (la liberté, la constitution etc.) ou à l'actualité politique.

L'interdiction par Guizot⁶ d'un banquet réformiste, celui du 12^e arrondissement de la

capitale – décision apparemment anodine – est la cause immédiate de la Révolution de février 1848.

Il meurt en 1834 *« en emportant l'estime et les regrets de ceux qui l'avait connu »*.⁷

Mémoire du banquet d'Angoulême
auquel assiste Pierre Duboys-Labernarde
le 15 décembre 1828⁸

« [...] En 1828, les électeurs de la Charente, qui offrirent un banquet à tous les députés du département, avaient voulu que le préfet le présidât. Celui-ci retenu à Bordeaux, le conseiller de préfecture qui assurait l'intérim accepta l'invitation, après s'être fait communiquer les toasts et avoir vérifié qu'ils n'avaient rien d'hostile au gouvernement.

Les instigateurs de la réunion, comme la grande majorité de l'assistance, étaient en effet libéraux. Mais, comme tous les députés.

Mais, comme tous les députés, quelle que soit leur opinion, avaient été invités, celle-ci devait perdre tout caractère d'affirmation politique.

Pour en persuader le ministre, le conseiller de préfecture notait avec satisfaction que « quelques fonctionnaires se sont efforcés de répondre afin de décolorer par leur présence la couleur prononcée de la réunion ».

Le banquet fut un succès, et l'enthousiasme fut à son comble lorsqu'un électeur porta une dernière santé qui n'avait pas été prévue, Aux députés absents ! Ce toast qui sonnait comme un appel à la concorde générale fut accueilli par un tonnerre d'applaudissements et des cris de Vive le Roi, Vive la famille royale !

Sans doute, commentait le conseiller de préfecture, « les moteurs de cette réunion ont manqué dès le principal de ce tact que donne l'expérience indispensable lorsqu'on veut réunir sous la même bannière des hommes dont les principes politiques ne sont pas encore entièrement identiques ».

Le sens de l'opération et ses difficultés étaient ainsi clairement dégagés : un appel à la réconciliation et à la concorde, autour de la représentation du département tout entière et du gouvernement du roi. Croyant en la possibilité d'un compromis, les libéraux acceptaient la dynastie sans réserve.

⁶ François Guizot (1787-1874), homme d'État, président du Conseil en 1847.

⁷ Gaugué (Alcide), 1868. Op. cit.

⁸ Robert (Vincent), *Le temps des banquets, 1818-1848*, Éditions de la Sorbonne, 2010

<https://books.openedition.org/psorbonne/58969>.

Le banquet d'Angoulême s'ouvre par le toast au roi, suivi de la santé du dauphin, de la famille royale et du duc de Bordeaux, avant les toasts aux forces vives de la nation, c'est-à-dire la magistrature, les armées de terre et de mer, l'agriculture, le commerce et l'industrie, suivi du discours de Pierre Duboys-Labernarde, ancien conseiller de préfecture, personnalité respectée et estimée de tous [...] ».

* * *

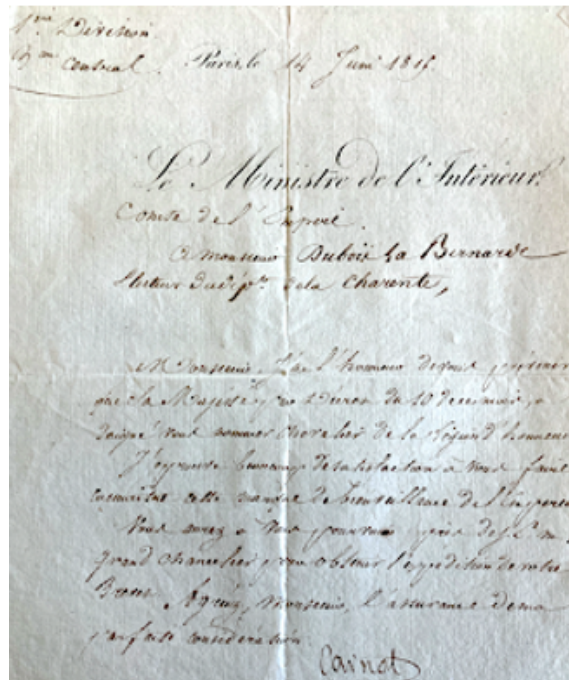
Franc-maçon depuis l'Empire, électeur censitaire après 1815, Duboys-Labernarde « est l'exemple même du changement d'une destinée par la Révolution française ».

Pendant la Révolution, Pierre Duboys n'oublie pas d'aménager les difficultés subies par certains de ses parents en tirant parti de ses fonctions révolutionnaires et administratives. C'est en particulier grâce à lui que le domaine de La Barre reste dans la famille Duboys de Labarre à l'issue de la Révolution.

D'ailleurs, toute sa vie durant, il s'implique pour aider son clan familial : intervention auprès de son réseau administratif ou politique pour aider un neveu à suivre des études ou à obtenir un emploi, aide financière ou juridique pour résoudre des problèmes de succession ou des mauvaises passes de parents proches, négociation auprès de tiers ou des autorités, ...

On dira que sa conscience a su gérer quelques conflits d'intérêt pour la bonne cause !

On observe que le citoyen adhère sans état d'âme aux différents régimes successifs parcourant le début du XIX^e siècle. Et comme le disait Michel de Labarre en 1992 : « [...] Pierre Duboys fut un sympathique caméléon, qui fut curé, puis girondin, habile lors de la Révolution, puis lors de la Restauration (il est décoré de la fleur de lys), et enfin lors des Cent jours (légion d'honneur). Il ne fut pas double, mais au moins triple ».



promotion légion d'Honneur, signée Carnot, 1815

